

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 592 du 01.10.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

1 **Géopolitique et stratégie – Réflexion.**

1-1 K. Selim : Abbas et le caméléon

1-2 Ilan Pappé : Enterrement de la solution des deux Etats aux Nations unies.

1-3 Ramzy Baroud : Le nouveau stratagème d'Abbas.

1-4 Ahmadinejad. « La reconnaissance de l'existence du régime sioniste est injuste ».

2 Paroles & témoignage

2-1 Hugo Chavez : "Création d'un Etat palestinien ":

2-2 Ahmadinejad : Crimes et assassinats ne sauveront pas les sionistes de la disparition inévitable.

2-3 Sandy TOLAN : C'est l'occupation, idiot !.

3 Flottille

3-1 Chems Eddine CHITOUR : Flottille de Gaza - les humanitaires ont tort : le blocus continue...

3-2 Courrier international : Avec Israël, le point de non-retour est atteint.

1 **Géopolitique et stratégie – Réflexion.**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 K. Selim : Abbas et le caméléon.

Il faut se le dire et le répéter : le combat des Palestiniens n'est pas séparable du combat des peuples arabes pour la liberté et la dignité.

Mahmoud Abbas a tenu malgré les pressions du caméléon Obama et malgré les menaces d'Israël. Il a officialisé la demande d'adhésion de l'État de Palestine à l'Onu sur les frontières d'avant la guerre de juin 1967. Une fois qu'il s'est libéré, dans sa tête, de l'obligation de plaire aux Américains, il est redevenu un Palestinien qui a des mots justes et précis. Tout ce que M. Abbas a dit, ses opposants palestiniens, hostiles à la comédie sans fin de la négociation dont le seul effet est d'élargir l'occupation et de favoriser l'épuration ethno-religieuse, l'ont dit avant lui.

Et, il faut le dire, M. Abbas a mis du temps pour comprendre que l'équation est biaisée. Il ne négociait pas, il était mis dans un rôle dans une pièce écrite de connivence entre les États-Unis et Israël. C'est une évidence criante. Mahmoud Abbas a mis un temps considérable pour sortir de la bulle dans laquelle il était enfermé par des capitales occidentales qui louaient sa

« sagesse » et se moquaient concrètement de lui en refusant toute mesure qui déplairait à Israël. Il a mis du temps pour comprendre qu'aucune capitale occidentale ne veut d'un printemps pour les Palestiniens et que leur très longue « amitié » avec les dictatures voisines, celle d'Égypte notamment, avait pour but fondamental de préserver la poursuite de l'expansionnisme israélien.

Oui, Mahmoud Abbas a eu des mots justes dans son discours devant l'Assemblée générale. Encore faut-il que son comportement futur ne régresse pas dans les faux-semblants des fausses négociations. Obama aime, paraît-il, le printemps arabe. Il n'aime pas, c'est une certitude, un printemps palestinien qui ne soit pas autorisé par Netanyahu.

Le grand mérite de l'initiative de Mahmoud Abbas serait de contraindre l'administration américaine à faire usage du veto. Cela n'aurait rien de surprenant pour ceux qui suivent dans le détail le comportement des administrations américaines, mais cela serait édifiant pour ceux qui pensent que le gouvernement américain est « l'ami » des peuples.

Ce veto américain contre la Palestine et les Palestiniens sera perçu, à juste titre, comme faisant partie de la même panoplie répressive dont les dictatures ont usé – et usent encore – contre les aspirations des peuples à la liberté et à la dignité. Le veto américain ne diffère pas des balles dont usent les régimes contre ceux qui demandent la dignité et la liberté.

Il faut se le dire et le répéter : le combat des Palestiniens n'est pas séparable du combat des peuples arabes pour la liberté et la dignité. Mahmoud Abbas – c'est un constat que même des gens de son parti ont tenu – a été trop crédule et n'a pas été à la hauteur pendant des années des fausses négociations et des promesses illusoires. Il a été constamment berné par les Américains en premier, ces présumés parrains dont l'action consiste à fabriquer la fiction de la négociation pour permettre à Israël d'avalier les territoires occupés. Il faut espérer que Mahmoud Abbas ne retombera plus dans le piège. Il vaut mieux un veto américain plutôt que d'accepter cette proposition, faussement médiane, d'un statut d'État observateur.

Mahmoud Abbas savait, on l'espère, qu'il n'attendait pas un effet sur le terrain d'une éventuelle reconnaissance de l'État de Palestine. Ce qu'il a obtenu est une prise à témoin du monde entier d'une injustice sans fin imposée aux Palestiniens. Il n'a pas besoin d'un faux statut d'État observateur qui, finalement, annulerait tout l'impact politique de sa démarche. Et surtout, il faut espérer qu'il ne va pas succomber aux sirènes du « quartette » qui ne sort de son mutisme que quand Israël est dans l'embarras.

Mahmoud Abbas, s'il ne veut pas régresser par rapport à son discours, doit orienter son action en direction de son propre peuple pour rétablir une unité ruinée. Et vers le mouvement des peuples arabes qui peuvent changer la donne. Après des années perdues, il est temps pour les responsables palestiniens de changer de perspective.

[K. Selim - Le Quotidien d'Oran](#)

25 septembre 2011 -

1-2 Ilan Pappé : Enterrement de la solution des deux États aux Nations unies.

Nous serons tous invités à l'enterrement de la solution des deux États, si et quand l'Assemblée générale des Nations unies annoncera qu'elle accepte la Palestine en tant qu'État membre

La Palestine enterrera-t-elle une fois pour toutes la solution des deux États aux Nations unies ?

L'appui de la grande majorité des membres de l'organisation complétera un cycle démarré en 1967 dans lequel tous les acteurs puissants et moins puissants des scènes internationale et régionale ont accordé leur soutien à la peu judicieuse solution des deux États.

Même en Israël, aussi bien la droite que la gauche et le centre de la politique sioniste ont finalement appuyé cette initiative. Et pourtant, en dépit du soutien passé et futur, tous ceux qui se trouvent en Palestine et à l'extérieur du pays reconnaissent apparemment que l'occupation se poursuivra et que même dans le meilleur des cas, il y aura un Israël plus grand et raciste à côté d'un bantoustan fractionné et inutile.

La mascarade se terminera en septembre ou en octobre, quand l'Autorité palestinienne présentera sa demande d'admission aux Nations unies en tant que membre à part entière ; elle peut se terminer de deux façons.

La fin sera, soit douloureuse et violente si Israël continue à jouir de l'impunité internationale et est autorisé à compléter par la force sa carte de la Palestine post-Oslo, soit révolutionnaire et beaucoup plus pacifique : on remplacera progressivement les vieux mensonges par de nouvelles vérités solides en matière de paix et de réconciliation pour la Palestine. Peut-être le premier scénario est-il le préalable regrettable du second. L'avenir nous le dira.

Un nouveau dictionnaire du sionisme

Autrefois, les morts étaient ensevelis avec leurs objets et leurs biens favoris. L'enterrement qui s'annonce suivra probablement le même rituel. L'élément le plus important qui sera enseveli six pieds sous terre est le dictionnaire des illusions et des tromperies avec ses célèbres entrées telles que « le processus de paix », « la seule démocratie du Moyen-Orient », « une nation éprise de paix », « parité et réciprocité » et « une solution humaine au problème des réfugiés ».

Le dictionnaire de remplacement est en voie d'élaboration depuis de nombreuses années et selon lui, le sionisme est du colonialisme, Israël est un État d'apartheid et la Nakba est un nettoyage ethnique. Il sera beaucoup plus facile d'en diffuser largement l'usage après septembre.

Les cartes de la solution morte seront également couchées près du cadavre. La carte de cette Palestine ramenée à un dixième de sa superficie historique, présentée comme la carte de la paix, aura nous l'espérons disparu à jamais.

Point n'est besoin de préparer une carte de rechange. Depuis 1967, la géographie du conflit n'a jamais vraiment changé ; elle a été constamment remodelée dans les discours des libéraux sionistes, politiciens, journalistes et universitaires, qui continuent encore à bénéficier d'un large appui international.

La Palestine a toujours été la terre située entre la rivière et la mer. C'est ce qu'elle est toujours. Ses changements de fortune sont caractérisés, non pas par la géographie, mais par la démographie. Les colons qui sont arrivés ici

à la fin du XIXe siècle constituent à présent la moitié de la population et enferment l'autre moitié dans un carcan d'idéologies racistes et de politiques d'apartheid.

La paix n'est pas un changement démographique ni un nouveau tracé des cartes ; c'est l'élimination de ces idéologies et de ces politiques. Qui sait ? Ce sera peut-être plus facile à faire maintenant que jamais.

Dénonciation du mouvement de protestation israélien.

L'enterrement démontrera le caractère fallacieux de l'actuel mouvement de protestation israélien tout en mettant en lumière son potentiel. Depuis sept semaines, les Israéliens juifs appartenant principalement à la classe moyenne, protestent en grand nombre contre les politiques sociales et économiques de leur gouvernement. Pour que le mouvement ratisse aussi large que possible, ses dirigeants et ses coordinateurs n'ont pas osé mentionner l'occupation, la colonisation ou l'apartheid. Selon eux, les politiques capitalistes brutales du gouvernement sont à l'origine de tout le mal.

A un certain niveau, ils ont raison. Ces politiques ont empêché la race supérieure d'Israël de pleinement jouir sur un pied d'égalité des fruits de la colonisation et de la dépossession de la Palestine. Mais une répartition plus équitable du butin n'assurera une vie normale, ni aux juifs, ni aux Palestiniens ; ce ne sera possible qu'avec la fin du pillage.

Et pourtant, les manifestants ont aussi fait preuve de scepticisme et de méfiance quant à ce que leurs médias et leurs politiciens leur disent au sujet de la réalité socio-économique ; ils arriveront peut-être à mieux comprendre les mensonges dont on les a gavés pendant de si longues années au sujet du « conflit » et de leur « sécurité nationale ».

L'enterrement devrait nous inciter tous à appliquer la même répartition du travail qu'avant. Les Palestiniens doivent d'urgence résoudre la question de leur représentation. Il nous faut rallier plus activement les forces progressistes juives du monde au boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et à d'autres campagnes de solidarité.

Intifada aux concerts promenades

Récemment, lors des prestigieux concerts promenade de la BBC à Londres, les doux Israéliens ont été plus choqués de voir l'orchestre philharmonique d'Israël se faire houspiller, que par n'importe quel génocide de leur histoire.

Mais plus que tout le reste, ce qui a absolument atterré les grands journalistes israéliens présents a été le grand nombre de juifs parmi les protestataires. Il s'agissait des mêmes journalistes qui dépeignaient la campagne de solidarité avec la Palestine et les militants du BDS comme des groupes d'extrémistes terroristes de la pire espèce. Ils croyaient à leurs propres articles. Tout à leur honneur, la mini intifada au Royal Albert Hall a au moins jeté le doute dans leur esprit.

Mobiliser l'action politique pour la création d'un seul État

En Palestine même, le moment est venu de passer du discours sur l'État unique à l'action politique et peut-être d'adopter un nouveau dictionnaire. La dépossession est partout et par conséquent il doit en être de même pour la restitution et la réconciliation.

Si l'on veut reformuler la relation entre juifs et Palestiniens sur une base juste et démocratique, on ne peut accepter ni la vieille carte ensevelie de la solution des deux États, ni sa logique de partition. Cela signifie aussi que la distinction sacrée entre colonies juives près de Haïfa et colonies proches de Naplouse doit également être enterrée.

Il faudrait faire la distinction entre les juifs qui sont disposés à discuter d'une reformulation des relations, du changement de régime et d'un statut égal d'une part, et d'autre part les juifs qui ne sont pas d'accord, peu importe où ils vivent actuellement. À cet égard, il y a des phénomènes surprenants si l'on étudie bien le tissu humain et politique de la Palestine historique de 2011 telle qu'elle est gouvernée par le régime israélien : le désir de dialogue est plus évident au-delà des frontières de 1967 qu'à l'intérieur de celles-ci.

Le dialogue intérieur sur un changement de régime, la question de la représentation et le mouvement BDS s'inscrivent tous dans le même effort visant à apporter la justice et la paix à la Palestine. Ce que nous enterrerons en septembre, je l'espère, sera l'un des principaux obstacles empêchant la réalisation de cette perspective.

Ilan Pappé - *The Electronic Intifada*

* Ilan Pappé est professeur d'histoire et directeur du Centre européen pour les études palestiniennes à l'Université d'Exeter.

Son dernier ouvrage est intitulé *Out of the Frame : The Struggle for Academic Freedom in Israel* (Pluto Press, 2010).

The Electronic Intifada - Cet article peut être consulté ici : <http://electronicintifada.net/conte...>

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article11105>

Source : <http://electronicintifada.net/conte...> / <http://www.info-palestine.net/artic...>

17 septembre

Traduction : Anne-Marie Goossens

[.http://www.protection-palestine.org/spip.php?article11105](http://www.protection-palestine.org/spip.php?article11105)

1-3 Ramzy Baroud : Le nouveau stratagème d'Abbas.

Quand le président Mahmoud Abbas de l'Autorité Palestinienne a décidé d'aller aux Nations Unies pour demander l'admission de la Palestine en tant que membre à part entière, il a semblé avoir eu une révélation. S'était-il finalement rendu compte que tout au long de ces deux dernières décennies, lui et son parti, le Fatah, suivaient une route qui conduisait nulle part ?

Qu'Israël s'intéressait à lui uniquement comme relais pour achever ses objectifs coloniaux dans les 22% qui subsistent de la Palestine historique ? Que son projet national - basé sur un « processus de paix » toujours fuyant - n'a amené ni la paix ni la justice ?

Le peuple palestinien en a assez des victoires symboliques qui ne changent rien, et qui parfois même empirent la situation sur le terrain. Ici une manifestation conjointe Hamas-Fatah à Gaza en février 2008 - Photo : Reuters
Abbas affirme être cette fois-ci sérieux. En dépit de toutes les tentatives américaines de l'intimider (par exemple, en menaçant de bloquer les fonds), et en dépit de l'escalade dans les manœuvres israéliennes (comme armer les colons juifs illégaux pour qu'ils attaquent de possibles mobilisations palestiniennes en Cisjordanie), Abbas n'a tout simplement pu être dissuadé de rechercher une adhésion aux Nations Unies ce mois de septembre. « Nous irons au Conseil de Sécurité. Nous devons obtenir une pleine adhésion aux Nations Unies... nous avons besoin d'un Etat, et nous avons besoin d'un siège à l'ONU, » a expliqué Abbas aux Palestiniens lors d'un discours télévisé le 16 septembre.

Durant des mois, des intellectuels, historiens, juristes et universitaires palestiniens ont mis en garde Abbas contre cette initiative hasardeuse et mal étudiée. Certains ont argué du fait que l'aventure d'Abbas à l'ONU était une manœuvre tactique, dont les répercussions juridiques représentent un prix trop élevé à payer pour si peu ou pas du tout de retour. Si la « Palestine » remplace l'Organisation pour la Libération de la Palestine [OLP] - actuellement reconnue aux Nations Unies comme représentante unique du peuple palestinien - les Palestiniens risquent de perdre la seule organisation qu'ils ont tous en commun (son remplacement [par la « Palestine »] ne représentant que les deux millions de Palestiniens vivant en Cisjordanie occupée).

« Le plus préjudiciable est que cette initiative réduira notre capacité en tant que peuple à représenter la totalité de nos droits inaliénables, » a estimé Abdel Razzaq Takriti, militant et historien politique à l'Université d'Oxford (selon agence de presse de Ma'an - 3 septembre 3). « Le simple remplacement de l'OLP comme représentant du peuple Palestinien par un Etat annule la revendication de l'OLP d'être le seul et unique représentant légitime de toutes les composantes du peuple palestinien. »

L'OLP, qui pendant des décennies a servi de rempart à la lutte nationale palestinienne, continue d'exister aujourd'hui mais seulement en théorie. L'Autorité palestinienne [AP], qui a été fondée en 1994 comme une autorité temporaire, afin de superviser une transition vers un Etat palestinien, a lentement mais résolument détourné et mis sous sa coupe les institutions de l'OLP.

Pire encore, l'AP elle-même n'a ni légitimité ni crédibilité. Ce qui restait de cette dernière a été perdu pendant la guerre israélienne contre Gaza et après la publication des documents sur la Palestine par Al-Jazeera et le Guardian. Ces documents ont démontré que les personnes qui aujourd'hui défendent une candidature pour un Etat palestinien à l'ONU, avaient régulièrement collaboré avec Israël pour réprimer la résistance palestinienne. Ces mêmes personnes ont aidé Israël à saper la démocratie palestinienne, à isoler le Hamas élu démocratiquement, ont bradé le droit des réfugiés au retour, et, pire, ont aidé Israël à priver les Palestiniens de toute souveraineté significative dans Jérusalem-Est occupée.

Quant à son manque de légitimité, le sujet n'exige aucune révélation. En fait, le refus du Fatah d'accepter les résultats électoraux en 2006 ont mené aux circonstances qui ont déclenché une quasi-guerre civile à Gaza. Le blocus de Gaza (une conséquence directe des élections et de la guerre civile) continue à être utile à Israël comme à l'AP. Cette dernière fonctionne en Cisjordanie sans mandat populaire, survivant grâce aux aides internationales et à la « coordination sécuritaire » avec l'armée israélienne d'occupation. Même le mandat d'Abbas comme président de l'AP a depuis longtemps expiré.

Toute cette énumération pose une question grave : comment une autorité qui manque de la moindre légitimité juridique pour être le représentant du peuple palestinien, ose-t-elle s'attribuer un rôle qui pourrait changer le cours du projet national palestinien dans son entier ?

Une opinion juridique développée par le professeur de droit Guy Goodwin-Gill de l'Université d'Oxford prévient des conséquences juridiques de l'initiative d'Abbas, pour ne citer que la mise à l'écart de l'OLP. Goodwin-Ouïe voulait « pointer les sujets exigeant de l'attention, une proportion substantielle du peuple palestinien pouvant se retrouver accidentellement privée de ses droits. » Une question également inquiétante est le passif des actions l'AP qui contredisent les intérêts du peuple palestinien. Ces années de pratiques ont laissé les Palestiniens avec une part très significative de terres en moins et des droits considérablement réduits. D'un autre côté, un petit segment de la population palestinienne a prospéré. Bien évidemment, les « nouveaux riches » en Palestine sont tous affiliés à l'AP, au Fatah et aux quelques-uns sur le haut de l'échelle.

Cette situation inique aurait facilement perduré si n'avait pas lieu le ainsi-nommé Printemps Arabe, qui a commencé à démolir le statu quo qui dominait les pays Arabes. Le régime corrompu d'Abbas fait partie de l'appareil politique arabe mis en difficulté. Son existence, comme pour d'autres, a été soutenue à bout de bras par les Etats-Unis ou d'autres appuis occidentaux. Afin de ne pas être confronté à la colère populaire en Palestine et dans la région, la direction palestinienne a été forcée de s'afficher comme rompant avec le vieux paradigme.

« L'AP se sent abandonnée par les Etats-Unis qui lui ont assigné le rôle du collaborateur avec l'occupant israélien, et elle se sent congelée dans un 'processus de paix' sans objectif final, » selon Joseph Massad, cité dans Al Jazeera. « Les politiciens de l'AP escomptent que le vote des Nations Unies force la main des Américains et des Israéliens, avec l'espoir qu'un vote positif accorderait à l'AP plus de pouvoir politique et un nouveau levier pour asseoir au maximum sa domination sur la Cisjordanie. »

Les raisons qui poussent l'AP à demander le statut d'Etat membre vont de la tactique politique (impliquant Israël et les Etats-Unis) à la volonté de détourner l'attention de ses propres échecs. Sa politique élitiste met de côté le peuple palestinien. Si les Palestiniens avaient vraiment de l'importance pour Abbas, il aurait commencé par unifier les organisations palestiniennes (au lieu de les étouffer), par insuffler de l'énergie à la société civile, et par mettre

en branle le processus nécessaire pour reformer l'OLP (au lieu de détruire sa légitimité internationale durement gagnée).

« Il est évident que la Palestine a besoin d'une nouvelle direction, élue dans un processus démocratique incluant tous les Palestiniens et pas uniquement ceux qui vivent en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, » a écrit l'historien de premier plan Salman Abu Sitta dans le Middle East Monitor daté du 10 juillet 2011. Ceci, en fait, devrait être la tâche présente, sans perte de temps et d'énergie dans des manœuvres politiques qui, au mieux, ne rapporteront que des victoires symboliques.

Le peuple palestinien est dégoûté des victoires symboliques. Elles peuvent avoir fourni à Abbas et à ses seconds couteaux tous les avantages d'un semblant de pouvoir, mais elles n'ont pas permis de reprendre ne serait-ce qu'un seul pouce de la Palestine occupée.

Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est un journaliste international et le directeur du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, Mon père était un combattant de la liberté : L'histoire vraie de Gaza (Pluto Press, London), peut être acheté sur Amazon.com.

Ramzy Baroud

mardi 27 septembre 2011 -

20 septembre 2011 - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.ramzybaroud.net/articles...>

Traduction : Claude Zurbach

1-4 Ahmadinejad. « La reconnaissance de l'existence du régime sioniste est injuste ».

La reconnaissance de l'existence de régimes criminels comme le régime sioniste comme le font les Etats-Unis va à l'encontre les valeurs humaines, de justice et de liberté" selon le président iranien.

Le président Mahmoud Ahmadinejad qui est actuellement à Ardabil dans le cadre de la première étape d'une nouvelle tournée provinciale débutée en 2005, a fait ces déclarations dans son discours prononcé au stade principal de la ville.

Il a souligné que celui qui prétend défendre la liberté, la démocratie et la justice ne peut tolérer les pratiques criminelles de Tel-Aviv et de Washington dans la région.

"Bien que certains ne visent qu'à piller les ressources des autres nations, le monde est à l'aube d'un grand changement et de nombreuses personnalités politiques et organisations face aux régimes sioniste et américains souhaitent grandement connaître les tenants réels de cette liberté et de cette justice", a ajouté le président iranien.

Il a souligné qu'il n'est pas le seul à s'opposer à l'impérialisme et que les adversaires des pouvoirs de l'Arrogance rejoignent la majeure partie de la communauté internationale.

"L'OTAN n'apportera pas la prospérité à toutes les nations et les Nations Unies devraient résoudre leurs problèmes par une approche pacifique, sans l'ingérence de l'impérialisme américain » a déclaré Mahmoud Ahmadinejad.

Les observateurs internationaux estiment que l'OTAN qui cherchent à aider les rebelles contre le régime du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi n'est motivé que par son propre intérêt pour les richesses pétrolières du pays et non pas l'intérêt du peuple libyen.

Pendant le conflit en Bosnie-Herzégovine, bien que des milliers de Bosniaques aient été massacrés par les Serbes, les puissances et organisations occidentales ont été lentes à réagir. Et quand ils sont enfin intervenus, ils se sont assurés que les Serbes pourraient en tirer quelques bénéfices.

Réagissant à l'intervention de l'Arabie Saoudite à Bahreïn pour réprimer les manifestants, le président iranien a déclaré que les gouvernements occidentaux utilisent certains gouvernements contre d'autres nations, mais ces gouvernements doivent savoir que les Etats occidentaux ont prouvé leur politique non conformiste.

Depuis le début de la révolution à Bahreïn, le gouvernement bahreïni a ouvert le feu sur un grand nombre de manifestations anti-gouvernementales.

Des dizaines de manifestants appelant à la liberté et à de vastes réformes politiques dans le système au pouvoir de leur pays ont été tuées et des centaines restent actuellement emprisonnées.

.Irna.

15 septembre 2011.

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1109157993093346.htm>

2 Paroles & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Hugo Chavez : "Création d'un Etat palestinien ":

Lettre adressée au secrétaire général de l'ONU :

Hugo CHAVEZ

Miraflores, le 17 septembre 2011

Son Excellence

Monsieur Ban Ki-Moon

Secrétaire général

Organisation des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général ;

Honorables représentants des peuples du monde,

Je m'adresse à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à cette grande tribune où sont représentés tous les peuples de la Terre, pour réaffirmer aujourd'hui et en ce lieu l'appui total du Venezuela à la reconnaissance de l'État de Palestine, au droit de la Palestine de se convertir en un État libre, souverain et indépendant. Il s'agit là d'un acte de justice historique envers un peuple qui porte en soi depuis toujours toute la douleur et toute la souffrance du monde,

Le grand philosophe français Gilles Deleuze a dit, empruntant l'accent de la vérité, dans son ouvrage mémorable La grandeur de Yasser Arafat : La cause palestinienne est avant tout l'ensemble des injustices que ce peuple a subies et continue de subir. Elle est aussi – oserai-je ajouter – une volonté de résistance permanente et irréductible qui est d'ores et déjà inscrite dans la mémoire héroïque de la condition humaine. Une volonté de résistance qui sourd de l'amour pour la terre. Mahmoud Darwish, cette voix infinie de la Palestine possible, nous parle depuis le sentiment et la conscience de cet amour :

Qu'avons-nous besoin du souvenir

le Carmel est en nous

et sur nos paupières pousse l'herbe de Galilée

Ne dis pas : Que ne courrions-nous pas comme un fleuve pour le rejoindre

Nous sommes dans la chair de notre pays

Il est en nous

Contre ceux qui soutiennent à tort que ce que le peuple palestinien a souffert n'est pas un génocide, Deleuze soutient avec une lucidité implacable : D'un bout à l'autre, il s'agira de faire comme si le peuple palestinien, non seulement ne devait plus être, mais n'avait jamais été. C'est là - comment dire ? – le degré zéro du génocide : décréter qu'un peuple n'existe pas ; lui nier le droit à l'existence.

À ce sujet, saluons la raison le grand écrivain espagnol Juan Goytisolo lorsqu'il affirme catégoriquement : La promesse biblique de la terre de Judée et de Samarie aux tribus d'Israël n'est pas un contrat de propriété entériné par-devant notaire qui autorise à expulser de leur terre ceux qui y sont nés et qui y vivent. Aussi la solution du conflit du Moyen-Orient passe-t-elle forcément par la justice à rendre au peuple palestinien : telle est la seule voie si l'on veut conquérir la paix.

Nous souffrons et nous indignons en constatant que ceux qui ont subi l'un des pires génocides de l'Histoire se sont convertis en bourreaux du peuple palestinien ; nous souffrons et nous indignons en constatant que le legs de l'Holocauste est la Nakba. Il est simplement indignant tout court de constater que le sionisme continue de recourir au chantage de l'antisémitisme contre ceux qui s'opposent à ses sévices et à ses crimes. Israël a instrumentalisé et instrumentalise d'une façon éhontée et vile la mémoire des victimes. Et il le fait pour pouvoir agir en toute impunité contre la Palestine. Il va sans dire, au passage, que l'antisémitisme est une plaie occidentale, européenne, dont les Arabes ne sont pas partie prenante. De plus, n'oublions pas en plus que c'est le peuple sémite palestinien qui souffre de l'épuration ethnique pratiquée par l'État colonialiste israélien.

Qu'on me comprenne bien : une chose est de refuser l'antisémitisme, autre chose, et une autre, très différente, est d'accepter passivement que la barbarie sioniste impose au peuple palestinien un régime d'apartheid. D'un point de vue éthique, quiconque refuse la première doit condamner la seconde.

Qu'il me soit permis une digression nécessaire : il est franchement abusif de confondre sionisme et judaïsme ; nombre d'intellectuels juifs, tels Albert Einstein et Erich Fromm, se sont chargés de nous le rappeler au fil du temps. Et, aujourd'hui, de plus en plus de citoyens conscients au sein même d'Israël, s'opposent ouvertement au sionisme et à ses pratiques terroristes et criminelles.

Il faut le dire clairement : le sionisme, comme vision du monde, est foncièrement raciste. Ces affirmations de Golda Meir, d'un cynisme atterrant, en sont une preuve criante : Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre ! Ce qu'on l'on appelle les Palestiniens n'existe pas. Ce n'était pas comme s'il y avait eu un peuple en Palestine, qui se considérait comme le peuple palestinien, et que nous étions venus, les avons jetés dehors et leur avons enlevé leur pays. Ils n'existaient pas.

Rappelons-nous : c'est dès la fin du XIXe siècle que le sionisme a parlé du retour du peuple juif en Palestine et de la création d'un État national qui lui soit propre. Cette prise de position s'imbriquait parfaitement dans le colonialisme français et britannique, comme il ferait ensuite dans l'impérialisme yankee. L'Occident a, depuis toujours, appuyé et encouragé l'occupation sioniste de la Palestine par la voie militaire.

Lisez et relisez donc ce document qui est connu historiquement comme la Déclaration de Balfour de 1917 : le gouvernement britannique s'arrogeait la faculté de promettre aux juifs un foyer national en Palestine, en dénigrant délibérément la présence et la volonté de de ses habitants. Et rappelons que chrétiens et musulmans ont vécu en paix, des siècles durant, en Terre sainte jusqu'à ce que le sionisme ait entrepris de la revendiquer comme sa propriété entière et exclusive.

Rappelons encore que, dès la deuxième décennie du XXe siècle, le sionisme, profitant de l'occupation coloniale de la Palestine par la Grande-Bretagne, a commencé à développer son projet expansionniste. Et qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le peuple palestinien verrait sa tragédie empirer par son expulsion à la fois de son territoire et de l'Histoire. La résolution 181 des Nations Unies – ignominieuse et illégale – recommanda en 1947 la partition de la Palestine en un État juif, en un État arabe et en une zone sous contrôle international (Jérusalem et Bethléem), concédant ainsi – quelle honte ! – 56% du territoire au sionisme pour qu'il y constitue son État. Cette Résolution violait de fait le droit international et bafouait d'une manière flagrante la volonté des grandes majorités arabes : le droit des peuples à l'autodétermination devenait lettre morte.

De 1948 à nos jours, l'État sioniste a poursuivi sa stratégie criminelle contre le peuple palestinien. Pour ce faire, il a toujours pu compter sur un allié incondicional : les États-Unis d'Amérique. Et cette incondicionalité se traduit par un fait bien concret : c'est Israël qui oriente et fixe la politique internationale étasunienne au Moyen-Orient. Edward Saïd, cette grande conscience palestinienne et universelle, soutenait avec force raison que tout accord de paix qui se construirait sur l'alliance avec les USA, loin d'amenuiser le pouvoir du sionisme, le confortera. Toutefois, contrairement à ce qu'Israël et les États-Unis prétendent faire croire au monde à travers les multinationales de la communication et de l'information, ce qui est arrivé et ce qu'il continue d'arriver en Palestine n'est pas – disons-le avec Saïd – un conflit religieux : c'est un conflit politique marqué du sceau du colonialisme et de l'impérialisme ; ce n'est pas un conflit millénaire : c'est un conflit contemporain ; ce n'est pas un conflit qui est né au Moyen-Orient : c'est un conflit qui est né en Europe.

Quel était et quel est encore le nœud du conflit ? Le fait qu'on privilégie dans les discussions et les analyses la sécurité d'Israël, jamais celle de la Palestine. L'histoire récente le corrobore : il suffit de rappeler la nouvelle équipée génocidaire déclenchée à Gaza par Israël à travers l'opération Plomb fondu.

La sécurité de la Palestine ne peut se réduire à la simple reconnaissance d'un auto-gouvernement et d'un auto-contrôle policier limités dans ses « enclaves » de la Rive Ouest du Jourdain et de la bande de Gaza, tout en ignorant non seulement la création de l'État palestinien dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, les droits de ses nationaux et le droit de son peuple à l'autodétermination, mais encore le droit à la compensation et le droit au retour de la moitié de la population palestinienne dispersée dans le monde entier, aux termes de la Résolution 194.

Il n'est pas croyable qu'un pays, Israël, qui doit son existence à une résolution de l'Assemblée générale puisse mépriser à ce point les résolutions émanant des Nations Unies ! Voilà ce que dénonçait le père Miguel D'Escoto quand il réclamait la fin du massacre de la population de Gaza fin 2008 et début 2009.

Monsieur le Secrétaire général ;

Honorables représentants des peuples du monde,

On ne saurait ignorer la crise des Nations Unies. Nous avons soutenu en 2005, devant cette même Assemblée générale, que le modèle des Nations Unies était épuisé. Le fait que le débat sur la question de Palestine ait été ajourné et qu'on soit en train de le saboter ouvertement en est une nouvelle confirmation.

Washington ne cesse de répéter depuis plusieurs jours qu'il opposera son veto, au Conseil de sécurité, à ce qui sera une résolution majoritaire de l'Assemblée générale : à la reconnaissance de la Palestine comme membre de plein droit de l'ONU. Nous avons d'ores et déjà déploré, aux côtés des nations sœurs qui constituent l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA), dans la Déclaration de reconnaissance de l'État de Palestine, qu'une aspiration si juste soit bloquée par ce biais. L'Empire, nous le savons tous, prétend dans ce cas comme dans d'autres imposer un deux-poids-deux-mesures dans l'arène internationale : c'est là la double morale yankee qui, tout en violant le droit international en Libye, permet à Israël de faire ce qu'il lui chante, devenant ainsi le principal complice du génocide que la barbarie sioniste commet contre les Palestiniens. Je rappelle une phrase de Saïd qui met bien le doigt sur la plaie : compte tenu des intérêts d'Israël aux États-Unis, la politique de ce pays au Moyen-Orient est donc israélocentriste.

Je voudrais conclure en faisant entendre la voix de Mahmoud Darwish dans son mémorable poème Sur cette terre :

Il y a sur cette terre ce qui mérite de vivre

il y a sur cette terre,

le commencement des commencements,

la fin des fins.

On l'appelait Palestine et on l'appelle désormais Palestine.

Madame, je mérite, parce que vous êtes ma dame,

je mérite de vivre.

Elle continuera de s'appeler la Palestine. La Palestine vivra et vaincra ! Vive la Palestine libre, souveraine et indépendante !

Hugo Chávez Frías- Président de la République bolivarienne du Venezuela

22 septembre 2011

<http://www.legrandsoir.info/creation-d-un-etat-palestinien-lettre-adressee-par-hugo-chavez-au-secretaire-general-de-l-onu.html>

2-2 Ahmadinejad : Crimes et assassinats ne sauveront pas les sionistes de la disparition inévitable.

Le président iranien affirme que la donne mondiale est en train de changer ; d'évoluer en faveur de la Résistance et du peuple palestinien. "Ni les crimes ni les assassinats commis par les sionistes ne sauraient sauver les sionistes de leur sort fatidique, a-t-il souligné. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a réaffirmé, samedi au

téléphone, avec le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, que le peuple iranien était et resterait toujours aux côtés de la Résistance et du peuple palestinien, qu'il les soutiendra jusqu'à la libération et à la victoire. Pour sa part, Khaled Mechaal a félicité l'Aïd-al-Fetr au peuple et au gouvernement iranien ainsi qu'au Guide suprême de la Révolution islamique, et il a rendu hommage aux soutiens suivis du peuple et du gouvernement iraniens à la résistance et la nation palestinienne ainsi qu'à sa résistance pérenne.

Irib

04/09/2011

2-3 Sandy TOLAN : C'est l'occupation, idiot !.

La nation qui sera peut-être membre de l'ONU est en train de disparaître

C'est un spectacle oublié par le temps et les hommes. On l'appelle l'Occupation et il est dans sa 45ème saison. Il se déroule dans un site à peu près grand comme l'état du Delaware ; il est largement dissimulé à la vue et les grands titres des journaux occidentaux portent sur tout autre chose. Des diplomates font la navette entre Washington et les capitales du Moyen-Orient ; l'alliance israélo-turc se rompt avec les déclarations hardies du premier ministre turc ; des foules envahissent l'ambassade israélienne en Egypte et les ambassadeurs israéliens fuient la capitale égyptienne et Amman, la capitale jordanienne ; et bien sûr, il y a la vedette, le clou du spectacle actuel, la campagne de l'Autorité Palestinienne pour la reconnaissance de l'état palestinien à l'ONU à laquelle l'administration d'Obama opposera son veto au Conseil de Sécurité.

Mais quoique fassent les Turcs, les Egyptiens et les Américains, quel que soit le succès symbolique de l'Autorité Palestinienne à l'ONU, l'occupation est toujours là et dans ce domaine — croyez-en quelqu'un qui vient de passer tout l'été en Cisjordanie — Israël n'est pas en train de perdre. Israël gagne la bataille, du moins celle qui importe le plus aux Palestiniens et aux Israéliens, la bataille pour le contrôle de chaque mètre carré de terrain. Centimètre par centimètre, le projet israélien d'expansion en Cisjordanie et à Jérusalem s'accélère pour que la "nation", que l'ONU reconnaîtra peut-être comme membre, soit chaque jour plus petite, moins viable et moins réelle.

Comment faire disparaître un pays

Chaque fois que je roulais d'une ville de Cisjordanie à un autre, de Ramallah à Jénine, d'Abou Dis à Jéricho, de Bethléem à Hébron, je jouais à un petit jeu : Est-ce que je pourrais rouler une minute sans voir un signe de l'occupation ? Parfois — disons, si je roulais dans un étroit passage entre les collines — c'était possible. Mais pas souvent. Dans presque tous les paysages, derrière presque tous les virages apparaissaient une colonie juive, un *check-point* israélien, une tour de garde de l'armée, un mur de béton, une barrière de barbelés avec des panneaux "zone interdite" ou quelques jeeps militaires avec des soldats qui arrêtaient des jeunes gens pour contrôler leurs papiers.

Le funeste "processus de paix" d'Oslo qui a émergé des accords d'Oslo de 1993 non seulement n'a pas empêché cette expansion mais il l'a favorisée. Depuis cette date, le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a presque triplé pour arriver à plus de 300 000 — et ce chiffre ne tient pas compte des 200 000 colons juifs de Jérusalem Est.

Les Accords d'Oslo ratifiés par les Palestiniens et les Israéliens ont divisé la Cisjordanie en trois zones — A, B et C. A l'époque, l'Autorité Palestinienne pensait que ce serait une étape temporaire avant un état indépendant. Mais la situation est toujours la même aujourd'hui. La stratégie *de facto* israélienne a été et est toujours de laisser une liberté relative aux Palestiniens de la zone A autour des villes de Cisjordanie et de cadenasser la "zone C" — 60% de la Cisjordanie — pour en faire des colonies juives et des "zones réservées à l'armée" comme ils disent (La zone B est essentiellement une sorte de zone verte entre les deux). Cette stratégie implique la démolition de milliers de maisons "illégalles" et l'arrestation régulière des villageois qui veulent simplement agrandir leurs maisons. Les restrictions sont imposées strictement et les violations sont sévèrement punies.

Quand je suis allé dans les collines du sud de Hébron à la fin de 2009, par exemple, les villageois n'avaient même pas le droit d'aplanir un chemin de terre impraticable pour que leurs enfants n'aient pas à faire 4 ou 5 km de marche pour aller à l'école chaque jour. Na'im al-Adarah du village de At-Tuwani a été durement sanctionné pour avoir transporté "illégalement" les enfants à l'école. Quelques semaines après ma visite, il a été arrêté et sa Toyota rouge a été saisie et détruite par les soldats israéliens. Il n'a même pas pris la peine d'aller s'en plaindre à l'Autorité Palestinienne — ceux-là même qui vont aujourd'hui à l'ONU pour déclarer un état palestinien — parce qu'ils n'ont aucun contrôle sur ce qui se passe en zone C.

Al-Adarah m'a dit qu'il avait vu un officiel palestinien une seule fois et c'est parce qu'il était allé le chercher à Ramallah avec d'autres villageois. (Le représentant de l'Autorité Palestinienne refusait de venir seul). "Il nous a dit qu'il ne savait pas que ce territoire (de la zone C) était à nous. Un ministre comme lui est surpris que nous possédions ces territoires ? Je lui ai répondu "Comment se peut-il qu'un ministre comme vous ne sache pas ça ? Vous êtes le ministre du gouvernement local !" "C'est comme s'il ne savait pas ce qui se passe dans son propre pays" a ajouté al-Adarah. Tout le monde nous a malheureusement oubliés.

La stratégie israélienne de contrôle explique aussi le "besoin" d'un réseau de *check-points* ; le sinistre mur de séparation (pour les israéliens la "clôture de sécurité" et pour les Palestiniens le "mur de l'apartheid") qui sépare Israël de la Cisjordanie (et parfois les Cisjordaniens les uns des autres) ; les expulsions incessantes des Palestiniens des zones résidentielles comme Sheikh Jarrah à Jérusalem Est ; la révocation systématique des cartes d'identité de Jérusalem que détenaient autrefois des milliers de Palestiniens qui étaient nés dans la Ville Sainte ; et le labyrinthe des restrictions de déplacement qui maintient tant de Palestiniens enfermés dans les enclaves de Cisjordanie.

Israël justifie la plupart de ces mesures en terme de sécurité mais il est évident que le but principal est de s'approprier toujours plus de terre palestinienne. Le mur de séparation, par exemple, a mis 10% de la terre palestinienne du côté israélien — un cas typique "d'annexion sous couvert de sécurité" selon l'organisation des droits de l'homme israélienne B'tselem. Prises toutes ensemble, ces mesures atteignent l'objectif du gouvernement israélien tel qu'il apparaît dans une série de cartes dressées par les politiciens, cartographes et militaires israéliens ces dernières années et qui montrent une Palestine découpée

en îlots isolés les uns des autres (qu'on compare souvent aux "bantoustans" d'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid) sur seulement 40% de la Cisjordanie. A Oslo les Palestiniens ont cru faire un compromis historique en acceptant un état sur 22% de la Palestine historique — c'est à dire la Cisjordanie et Gaza. La réalité d'aujourd'hui est une sorte de "solution de 10%", un ersatz d'état-Croupion sans souveraineté, sans liberté de mouvement, sans contrôle de sa terre, de son eau ni de son espace aérien. Les Palestiniens n'ont même pas le droit de creuser un puits vers la nappe phréatique qui est sous leurs pieds.

La vie au milieu des check-points, des routes condamnées par des blocs de pierre et des raids nocturnes

Il est un aspect toujours négligé dans toute cette ruineuse "solution de pas d'état" c'est le prix humain que paie les occupés. Je suis revenu de ce voyage en Palestine avec le sentiment que le dommage psychique que l'occupation militaire inflige aux Palestiniens a augmenté davantage que lors de mes nombreux séjours antérieurs.

"Le soldat a montré mon étui à violon. Il a dit : "Qu'est-ce que c'est que ça ?" m'a raconté Alá Shelaldehy, une fillette de 13 ans qui habite à Ramallah. Elle étudie à Al Kamandjati ("Le violoniste" en Arabe), une école de musique du voisinage (qui sera le sujet de mon prochain livre). Elle parlait d'un incident qui avait eu lieu trois ans auparavant quand la voiture pleine de jeunes musiciens dans laquelle elle se trouvait avait été arrêtée à un *check-point* israélien près de Naplouse. Ils revenaient d'un concert. "Je lui ai dit 'C'est un violon'. Il m'a dit de sortir de la voiture et de lui faire voir." Alá est descendue, a ouvert la fermeture éclair et a montré l'instrument au soldat. "Joue quelque chose" a-t-il insisté. Alá a joué "Hilwadeen" (Jolie fille) la chanson célèbre de la vedette libanaise Fayrouz. C'était un incident typique de la Palestine, un incident qu'elle n'a pas réussi — et qu'elle ne réussira peut-être jamais — à oublier.

Il est bien sûr impossible de calculer le dommage émotionnel sur le long terme de telles confrontations sur les enfants et les adultes, ni même sur les soldats israéliens, qui ne sont pas immunisés contre leurs propres actions.

L'humiliation aux *check-points* est un élément essentiel de la vie quotidienne des Palestiniens. Tous, même les enfants, peuvent décrire l'impuissance, la peur et la rage qu'ils ou elles ont ressenti en attendant qu'un tout jeune soldat décide s'ils pouvaient passer ou non. C'est devenu si normal qu'il y a des enfants qui croient que c'est ainsi que tout le monde vit sur la planète. "Je croyais que le monde entier était comme nous— qu'il était occupé, qu'il y avait des soldats", dit le grand frère d'Alá, Shehade qui a 20 ans.

A 15 ans j'ai été invité en Italie. "J'ai eu un choc en voyant comme on vivait là. On pouvait aller très très loin sans rencontrer un seul *check-point*. On voyait très très loin, il n'y avait pas de mur. J'étais si heureux et en même temps triste, vous comprenez ? Parce qu'on n'avait pas cette liberté dans mon pays."

A 12 ans, Shehade a vu son cousin mourir, tué par des soldats pendant la seconde Intifada qui a éclaté à la fin de 2001 après la visite provocatrice du leader de l'opposition de l'époque, Ariel Sharon, sur l'esplanade de temple de la vieille ville de Jérusalem où se trouvent les lieux saints de l'Islam. Il y a eu des affrontements et des jeunes ont lancé des pierres aux soldats. Les troupes israéliennes ont tiré à balles réelles et tué 250 Palestiniens (pour 29 Israéliens) pendant les deux premiers mois de l'Intifada.

Un jour en 2002, raconte Shehade, alors que Ramallah était à nouveau sous totale occupation israélienne, son jeune cousin a violé le couvre-feu militaire pour aller acheter du pain. Il a été tué d'une balle près de la place du marché. Shehade a vu son cousin tomber. Cet été Shehade m'a montré les horribles photos — on voyait le sang couler de la bouche et des oreilles d'un garçon de 12 ans — prises après le tir en 2002.

Neuf années plus tard, Ramallah, une enclave supposément souveraine, est souvent considérée comme un oasis dans le désert de l'occupation. Ses rues et son marché sont pleins de commerçants et ses restaurants branchés n'ont rien à envier aux restaurants européens. L'animation et le standing de beaucoup de quartiers de la ville donne l'impression — même si les Palestiniens n'aiment pas l'admettre — que Ramallah et non Jérusalem sera la future capitale de la Palestine.

Beaucoup de rues de Ramallah sont en effet bordées de ministères gouvernementaux et de consulats étrangers (qu'il ne faut surtout pas appeler ambassades !), mais la plus grande partie de cette liberté apparente et de cette quasi-souveraineté est illusoire. En Cisjordanie, on ne peut se déplacer sans un permis difficile à obtenir, que sur de courts trajets comme la route de Ramallah à Naplouse le long de laquelle les Israéliens ont enlevé pour le moment leurs *check-points* et leurs blocs de pierre. Même à Ramallah — qui fait théoriquement partie de la zone souveraine A — les raids israéliens de nuit sont monnaie courante.

"C'était en décembre 2009, le 16 à 2h15, 2h30 du matin" se souvient Céline Dagher, une citoyenne française d'origine libanaise. Ramzi Aburedwan, son mari qui est palestinien et fondateur d'Al Kamandjati où ils travaillent tous les deux, se trouvait alors à l'étranger. "J'ai été réveillée par un bruit" a-t-elle continué. Elle s'est levée et a trouvé la porte de devant de chez elle enfoncée et maintenue à demi-ouverte par une petite chaîne de sécurité comme il y en a dans les chambres d'hôtel. Céline a pensé que des voleurs essayaient de pénétrer chez elle et elle leur a crié en Arabe de partir. Puis elle a regardé par la porte entrebâillée et a aperçu 10 soldats israéliens dans l'entrée. Ils lui ont dit de reculer et 10 secondes plus tard ils ont fait exploser la porte. En entrant dans l'appartement ils pointaient leurs armes sur elle. Un informateur palestinien les escortait en silence. Il avait une cagoule de laine noire sur la tête pour ne pas être reconnu.

Le commandant a commencé à l'interroger. "Mon nom, celui des gens avec qui je vis, et il commençait à m'interroger sur mes voisins." Céline lui a montré son passeport français et l'a supplié de ne pas réveiller son bébé de six mois, Hussein, qui dormait dans la chambre voisine. "Je priais intérieurement pour qu'il ne se réveille pas". Elle a dit au commandant : "Je vais de chez moi au travail et du travail à chez moi." Elle a ajouté qu'elle ne connaissait pas vraiment ses voisins.

En fait les soldats avaient enfoncé la porte du mauvais appartement. Ils en ont enfoncé quatre autres cette nuit-là dans l'immeuble, avant de trouver leur suspect, son voisin, un jeune homme de 17 ans. "Ils l'ont interrogé pendant environ 20 minutes avant de l'emmener. Et je pense qu'il est toujours en prison. Son père était déjà en prison."

Selon les statistiques des services carcéraux israéliens cités par B'tselem, plus de 5 300 Palestiniens étaient enfermés dans les prisons israéliennes en juillet 2011. Depuis le début de l'occupation en 1967, on estime à environ 650 000 ou 700 000 le nombre des Palestiniens incarcérés par Israël. Cela représenterait 40% de la population mâle adulte palestinienne. Quasiment toutes les familles ont au moins un membre de leur famille en prison.

Céline a regardé à travers les volets et à vu une quinzaine de jeeps et autres véhicules de l'armée stationnés en bas dans la rue. Finalement ils sont partis tous feux éteints et si silencieusement qu'on ne pouvait même pas entendre leurs moteurs. Quand elle s'est retrouvée seule dans l'appartement silencieux elle n'a pas pu dormir. "J'avait trop peur." Une voisine est montée lui tenir compagnie jusqu'au matin.

Des histoires comme celle-là — et elles sont légion — s'additionnent pour dessiner les contours de ce qu'on pourrait appeler une culture de l'occupation. Elles forment le contexte d'une remarque que Saleh Abdel-Jawad, le président de l'université de Birzeit près de Ramallah, m'a faite : "Je ne me souviens pas d'avoir passé une bonne journée depuis 1967." Interloqué, je lui ai demandé pourquoi exactement. "Parce que" a-t-il répondu "on ne peut pas aller prier à Jérusalem qui est seulement à 15 km. Et c'est là-bas que sont tous nos souvenirs."

Et il a ajouté : "Cela fait 17 ans que je n'ai pas vu la mer. Nous n'avons pas le droit d'y aller. Et ma fille s'est mariée il y a cinq ans et on n'a pas pu organiser une cérémonie de mariage pour elle." Israël n'a pas voulu accorder un visa au beau-fils égyptien de Saleh pour qu'il puisse venir en Cisjordanie. "Comment faire un mariage sans marié ?"

Une Intifada musicale

Un de mes vieux camarades d'école qui est maintenant un étudiant du Moyen-Orient à Paris dit que les Palestiniens ne sont pas seulement victimes mais partie prenante de leur destinée. En d'autres termes, il insiste sur le fait que nous avons une part de responsabilité dans ce qui nous est arrivé — tout n'est pas de la faute de l'occupant. Je pense que c'est vrai.

Un bon exemple est l'échec moral et stratégique des attentats suicides des années 2001 à 2004 perpétrés par différentes factions palestiniennes en réponse aux attaques israéliennes pendant la seconde Intifada. Cette stratégie désastreuse a permis aux Israéliens de se venger de toutes les manières possibles, y compris en construisant un mur de séparation. (La disparition quasi-totale des attentats suicides est due beaucoup moins au mur — qui n'est même pas encore fini — qu'à la décision de toutes les factions palestiniennes de renoncer à cette tactique).

Alors, oui, les Palestiniens sont aussi "acteurs" de leur propre destinée mais Israël n'en est pas moins la seule puissance nucléaire de la région, l'état qui a une des plus puissantes armées du monde et la force d'occupation — ce qui a des répercussions incalculables pour la Cisjordanie. Aujourd'hui, certains Palestiniens considèrent que, après 44 ans d'occupation, le simple fait d'être encore là est une sorte de victoire morale. Cet été, j'ai commencé à entendre un nouveau slogan : "Exister c'est résister". Si on reste ici, alors le jeu n'est pas fini. Et si on réussit à attirer l'attention sur l'occupation tout en restant sur place, c'est encore mieux.

En juin, Alá Shelaldehy, la violoniste de 13 ans, est venue avec son instrument au mur à Qalandia qui était autrefois un simple *check-point* qui séparait Ramallah de Jérusalem et qui est maintenant surtout un point de passage international avec ses structures de béton, ses barres de fer et ses tourelles. La transformation de Qalandia — avec ses longs corridors qui ressemblent à des cages, ses nombreuses tourniquets haut de 2,50 mètres à travers lesquels passent les rares privilégiés qui ont des permis — symbolise sans doute mieux que tout autre chose la détermination d'Israël de ne pas partager la Ville Sainte. Alá et ses amis musiciens de l'orchestre de jeunes Al Kamandjati sont venus jouer du Mozart et du Bizet devant les soldats israéliens qui se trouvaient de l'autre côté des barreaux en fer de Qalandia. Leur but était de dire aux occupants : nous sommes ici, au moyen de la musique. Les enfants et leurs enseignants sont sortis des bus, ont rapidement installé leur pupitre à musique et se sont mis à jouer. La mélodie de la symphonie n° 6 de Mozart a envahi le terminal.

Les Palestiniens se sont arrêtés et les ont cherché des yeux. Des sourires sont apparus sur les visages. Les gens se sont approchés, ont pris des photos ou sont simplement restés là, debout, autour de l'orchestre des jeunes, cloués sur place par cette Intifada musicale. Les musiciens et les soldats étaient séparés par une longue rangée de barres horizontales bleues. Sous l'effet de la musique, une sinistre barrière carcérale s'est transformée momentanément en un espace de joie confiante. "Ce concert a été le plus beau concert de ma vie" dira Alá plus tard.

A mesure que la symphonie de Mozart se déroulait — Allegro, Andante, Menuet, et l'Allegro du dernier mouvement — des soldats ont commencé à l'entendre. Quand l'orchestre a attaqué la danse bohémienne de Carmen # 2 de Georges Bizet, plusieurs soldats sont apparus et se sont mis à regarder de l'autre côté des barreaux. Pendant un bref instant, il a été difficile de dire qui regardait dehors de l'intérieur et qui regardait dedans de l'extérieur.

Si exister c'est résister, si les enfants peuvent défier leurs occupants par une Intifada musicale, alors il y a encore de l'espace, en cette année de printemps arabe, pour que surgisse quelque facteur de changement inattendu. Après tout, l'apartheid de l'Afrique du Sud a volé en éclat sans effusion de sang. Le mur de Berlin s'est effondré rapidement, complètement et sans qu'on s'y attende. Et avec la montée en puissance de la Chine, l'Inde, la Turquie et du Brésil, les USA, dont le pouvoir s'effrite, ne seront pas en mesure de protéger Israël éternellement. Un jour peut-être, le monde se rendra à l'évidence : le *statu quo* est inacceptable.

Pour l'instant et quoique nous réservent les prochaines semaines à l'ONU, et en Cisjordanie ensuite, n'est-il pas temps que l'attention internationale se fixe sur ce qui se passe réellement sur le terrain ? Après tout c'est l'occupation, idiot !

Sandy Tolan

Sandy Tolan est l'auteur de The Lemon Tree : An Arab, a Jew, and the Heart of the Middle East. Il est professeur adjoint à Annenberg School for Communication and Journalism à the University of Southern California. Il travaille à un nouveau livre : Operation Mozart, about music and life in Palestine. Visitez son blog : ramallahcafe.com.

Pour consulter l'original : http://www.tomdispatch.com/post/175444/tomgram%3A_sandy_tola...

Traduction : Dominique Muselet

URL de cet article 14717

<http://www.legrandsoir.info/c-est-l-occupation-idiot-tom-dispatch.html>

3-1 Chems Eddine CHITOUR : Flottille de Gaza - les humanitaires ont tort : le blocus continue...

« Une injustice commise quelque part est une menace pour la justice dans le monde entier. » - Martin Luther King (Lettres)

Une information passée globalement sous silence nous apprend qu'un Rapport de l'ONU- ce « grand machin » dont parlait, avec mépris » déjà à l'époque, De Gaulle - absout globalement Israël de l'assaut du navire amiral le Mavi Marmara de la flottille qui avait l'outrecuidance d'accoster à GAZA pour y apporter des vivres et des médicaments à une population de plus de 1,5 million de personnes emprisonnées de toute part et maintenue en apnée par un blocus inhumain.

Curieusement, aucune agence de presse mainstream, et pour cause, ne s'est permis de porter un jugement ou à commenter cette information, tétanisées par la peur de se tromper en dérangeant l'ordre établi quant à la sanctuarisation de certains et la diabolisation des autres.

Que dit le Rapport Palmer ?

Dans son rapport, l'Onu estime que la marine de guerre israélienne a eu recours à une force « excessive et déraisonnable », mais il reconnaît la légalité du blocus maritime de GAZA au regard du droit international. « La décision d'Israël de prendre le contrôle des bateaux avec une telle force, à grande distance de la zone du blocus et sans mise en garde préalable, était excessive et déraisonnable », conclut l'enquête onusienne, menée par l'ancien Premier ministre de Nouvelle-Zélande, Geoffrey Palmer.

Ce document ajoute néanmoins que la flottille, composée de six bateaux, « a agi de façon imprudente en essayant de forcer le blocus naval » mis en place autour de GAZA, un territoire palestinien contrôlé par le mouvement islamiste Hamas. L'enquête invite Israël à exprimer « une déclaration appropriée de regret » pour ce raid et de verser des dédommagements aux familles des huit Turcs et un Américain d'origine turque tués lors de l'intervention, ainsi qu'aux blessés. Le blocus naval a été imposé en tant que mesure de sécurité légitime de façon à empêcher l'entrée d'armes dans GAZA par la mer et sa mise en oeuvre respecte les exigences du droit international », estime le rapport. Il qualifie cependant « d'inacceptables » les pertes en vies humaines et les blessures qui ont résulté de l'usage de la force par l'armée israélienne. Les réserves qu'Israël porterait sur la critique explicite dans le rapport d'un usage de la force « excessif et déraisonnable » par l'armée israélienne qui avait tué neuf passagers turcs dans son assaut du bateau Mavi Marmara en mai 2010 (1)

Le blocus israélien de GAZA est-il légal ?

Nous avons voulu savoir sans être juriste quels étaient les arguments juridiques légitimant ce blocus, car le choix des mots est très important. Non seulement la commission présidée par le Premier ministre australien adoube le blocus et le trouve normal, de plus elle va plus loin, elle pense qu'Israël, fort de son bon droit, aurait dû arrêter le navire sans être excessif ; qu'en termes mesurés et respectueux pour Israël ces choses-là sont dites. 9 morts, un verdict, c'est excessif sans plus ! Il est vrai que pour l'ambassadeur d'Israël en France intervenant à la télévision française, il faut arrêter d'utiliser le terme « bain de sang » car c'est exagéré du fait qu'il n'y a que 9 morts ! et nous lui aurons suggéré d'ajouter : de plus ce ne sont ni des Européens ni des Américains » !

Pour Brian Palmer, réagissant au lendemain de l'attaque : « Les deux camps se rejettent la responsabilité de l'ouverture des hostilités, mais il ne fait aucun doute que le navire tentait de forcer le blocus qu'Israël impose depuis trois ans aux territoires occupés. Dans quelles conditions légales un Etat peut-il imposer un blocus ? La réponse est simple : en temps de guerre ou avec l'aval des Nations unies. (...) Certains spécialistes estiment cependant que les lois anciennes et restrictives régissant les blocus sont aujourd'hui obsolètes, tant la nature des conflits a changé. Ils font valoir que selon l'article 51 de la Charte des Nations unies, les nations disposent du droit absolu d'interdire l'accès à leur territoire ou d'inspecter des navires susceptibles d'y transporter des armes et que de tels actes ne sauraient en aucun cas être considérés comme des actes de guerre. (...) Nombreux sont ceux qui considèrent que les fondements juridiques du blocus israélien sont pour le moins contestables. La bande de GAZA et la Cisjordanie sont généralement considérées comme des territoires occupés militairement, malgré le désengagement de 2005. L'occupation militaire diffère de l'état de guerre véritable et le droit découlant d'établir un blocus de ces régions est contestable techniquement. De plus, l'incident de dimanche s'est produit à 40 milles de la côte de GAZA (74 km), soit bien au-delà de la limite traditionnellement fixée pour un blocus » (2).

« (...) L'incident de dimanche [attaque de la flottille NdIrl] pose d'autres questions de droit. Une convention des Nations unies de 1988, dont la Turquie et Israël sont signataires, interdit formellement arraisonnement de navires en haute mer ainsi que les actes de violence à l'encontre des passagers. Ironie de l'histoire, ce traité avait été adopté en réponse au détournement de l'Achille Lauro par des terroristes palestiniens, en 1985. Le blocus naval de la bande de GAZA par Israël est largement justifié dans le rapport face au risque d'importations d'armes à destination du Hamas palestinien. Autre point sensible et polémique : quelle a été l'attitude des passagers turcs du Mavi Marmara, le bateau sur lequel on a relevé neuf victimes ? Les commandos israéliens ont fait face à une « résistance organisée et violente de la part d'un groupe de passagers », nous dit le rapport. Cela signifie-t-il que

l'usage de la force a été justifié ? Pas du tout, le recours à la force a été « excessif et déraisonnable » selon la commission d'enquête de l'ONU. (2)

Dans l'ensemble, ce rapport reprend les termes du rapport fait par une commission israélienne en janvier dernier et qui avait soulevé l'ire de la Turquie. Nous lisons : « Dès le mois de janvier et dans le sillage de la débâcle du Rapport Goldstone qui a eu un enterrement de première classe notamment après la volte-face personnelle du juge Goldstone qui invoque des éléments nouveaux qui lui font changer d'avis quant à la responsabilité d'Israël dans la mort de 1400 Palestiniens dont 400 enfants, le gouvernement israélien donne sa version des faits concernant les meurtres lors de l'assaut du Mavi Marmara. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a rejeté le rapport de la commission d'enquête israélienne, publié dimanche 23 janvier et qui blanchit Israël dans le raid meurtrier sur un navire humanitaire turc, en mai au large de GAZA. « Quelle valeur peut avoir un rapport préparé et commandé dans le même pays ? (...), s'est interrogé M. Erdogan face à des journalistes à Ankara. Ce rapport n'a aucune crédibilité. »

Le rapport de la commission israélienne conclut que le blocus maritime du territoire palestinien et l'assaut du commando israélien étaient « conformes au droit international ». La commission établie par la Turquie en réponse à cette commission d'enquête israélienne a, elle aussi, dénoncé le rapport israélien, se déclarant « stupéfaite et consternée » de ses conclusions qui disculpent l'armée israélienne, rapporte l'agence de presse Anatolie.

« L'attaque menée par Israël en violation du droit, en temps de paix comme en temps de guerre, est aussi en contradiction avec tous les principes, règles et normes internationales », a affirmé la commission, qui s'est réunie à Ankara. (3)

On le voit, pour l'Achille Lauro on condamne, pour le Mavi Marmara on absout. Ceci étant dit, le Rapport Palmer a repris les mêmes termes que les conclusions de la commission israélienne. Il s'est contenté strictement à l'aspect « du droit international » mais pas à l'aspect autrement plus important, à savoir l'aspect humanitaire. Le rapport ne s'est pas interrogé sur les causes de cette flottille humanitaire à braver la foudre pour ramener un peu de vie à ces épaves palestiniennes. Personne en Occident ne veut faire bouger les choses et demander à Israël la cessation du blocus. Toutes les flottilles humanitaires qui ont par la suite tenté de pénétrer dans les eaux ont été empêchées. Mieux encore, les autorités européennes des aéroports ont empêché un rassemblement en Israël à telle enseigne que les compagnies européennes avaient reçu instruction de ne pas embarquer les passagers pour Israël, et ceci à partir des aéroports européens.

Les conséquences

A notre connaissance, aucun pays occidental ne s'est permis de commenter le Rapport Palmer. Le silence des Arabes-englusés dans une débâcle profonde- est une fois de plus assourdissant. La Ligue arabe est aux abonnés absents. Mieux, l'Autorité palestinienne n'a pas encore réagi. Seul le Hamas a, quant à lui, jugé le rapport « injuste » et « déséquilibré ». « Il permettra à l'occupant (israélien) de se soustraire à ses responsabilités », a déclaré un des porte-parole, Sami Abou Zouhri.

Seule la Turquie concernée au premier chef a réagi. S'entêtant à demander à Israël à présenter des excuses, elle s'est trouvée isolée. Israël ne s'excuse pas. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a demandé mi-août au Premier ministre Benjamin Netanyahu de s'excuser auprès de la Turquie, demande qui a été repoussée par M. Netanyahu. Selon le quotidien israélien Yediot Aharonot, l'administration Obama est embarrassée et irritée par la querelle israélo-turque -deux pays alliés de Washington- qui gêne les efforts américains pour gérer la crise syrienne. Aux yeux des Américains, des excuses pourraient contribuer à apaiser les frictions entre Israéliens et Turcs.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait déclaré qu'il est « impossible » pour la Turquie de normaliser ses relations avec Israël : « Nous sommes très décidés (...) Pas question de faire marche arrière. Tant qu'Israël ne présentera pas des excuses à la Turquie, ne versera pas des compensations aux familles des victimes, et ne lèvera pas le blocus de la bande de GAZA, une normalisation des relations est impossible », a-t-il dit à des journalistes à Istanbul.

Pis encore, même les Etats-Unis, dans l'impossibilité de convaincre Israël, ont démenti. Le département d'Etat américain a qualifié mercredi 31 août « d'inexactes » les informations de médias israéliens affirmant que les Etats-Unis ont demandé à Israël de s'excuser auprès de la Turquie pour son raid de 2010 contre une flottille à destination de GAZA remplie de militants turcs. Les informations en question, qui ne précisent aucune source, ont été diffusées par deux grandes stations de radio israéliennes. Elles indiquent que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a appelé le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahu, mardi, pour lui demander de présenter des excuses à la Turquie, mais que ce dernier a refusé. Réagissant à cette information des médias israéliens, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait jugé « impossible » que la Turquie normalise ses relations avec Israël en l'absence d'excuses. (4)

La Turquie ne voulant pas se déjuger a réagi au Rapport Palmer. Ankara a expulsé l'ambassadeur israélien, en réaction au raid qui avait coûté la vie à neuf Turcs en 2010. L'Etat hébreu refuse de s'excuser. La tension est montée d'un cran vendredi 2 septembre entre l'Etat hébreu et la Turquie. Israël a réaffirmé son refus de présenter

des excuses à la Turquie après la présentation du rapport de l'ONU, selon des sources diplomatiques à Jérusalem. « Israël exprime à nouveau ses regrets pour les pertes en vies humaines mais ne s'excuse pas pour cette opération. La Turquie a pris vendredi des mesures de rétorsion contre l'Etat hébreu à la suite de son refus de présenter des excuses, en annonçant l'expulsion de l'ambassadeur israélien, une suspension des accords militaires entre les deux pays et une saisine de la Cour internationale de Justice. (5)

Conclusion

Hécatombe de GAZA : Décembre 2008 janvier 2009 : 13 morts pour le Hamas pour 1400 morts dont 400 enfants pour Israël ! Combien le rapport est sans appel. Le Rapport Goldstone a renvoyé dos à dos le Hamas et Israël. D'un côté, des roquettes artisanales proches de la technologie des arbalètes, de l'autre, la terreur des enfants que sont les bruits et les roquettes des hélicoptères Apache. Tout le problème est là : parlons-nous de la même humanité quand nous parlons des Palestiniens qui sont comme dans une « prison à ciel ouvert » selon les mots de M. Sarkozy ou encore comme des cafards dans un bocal selon les mots de Ehud Barack ? Que veut dire un blocus qui tient en apnée des centaines de milliers de Palestiniens, femmes vieillards et enfants qui n'ont connu de leur enfance que l'odeur de la mort et le désespoir ? Il y a bien longtemps qu'en Israël, des milliards et des milliards ont été dépensés depuis 10 ans pour construire en masse des abris, des pièces blindées, des systèmes de détection de roquettes, des alarmes. La ville de Sderot-proche de GAZA-, a même dû être complètement blindée, des chapes de béton posées sur les écoles pour les protéger, des constructions aux frais de l'Etat, d'un abri pour chaque appartement... De plus, il faut compter le nouveau système du Dôme de Fer, qui offre une protection aux plus grandes villes qui ne sont pas trop proches de GAZA.

A quoi servira un Etat palestinien si l'injustice continue ? Les Palestiniens de Abbas croient naïvement qu'un pays reconnu par l'ONU -sur des frontières dont aucun pays européen et américain ne veut voir revenir aux frontières de juin 1967- sera viable et à l'abri ! La Turquie, avec sa « nostalgie de l'Empire ottoman », avec sa force, sa puissance, se trouve seule en face d'Israël à la fois aussi dans l'Otan et dans l'Union Européenne. Non, les pays occidentaux ont choisi leur camp : celui de l'injustice, de la force du plus fort contre le droit du plus faible. Ainsi va le Monde du Nouvel ordre.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

3-2 Courrier international : Avec Israël, le point de non-retour est atteint.

Israël a refusé de présenter des excuses après le raid du 31 mai 2010 contre la flottille d'aide humanitaire à destination de Gaza, qui a entraîné la mort de neuf militants turcs. Pour la presse turque, la réconciliation semble à présent difficile.

L'affaire du ferry turc *Mavi Marmara* continue d'empoisonner les relations entre la Turquie et Israël.

Le rapport des Nations unies, qui vient d'être rendu public et qui tout en condamnant Israël pour son "usage excessif de la force" justifie le blocus israélien sur Gaza, n'a pas satisfait Ankara qui exigeait des excuses et des indemnités de la part d'Israël.

Le gouvernement turc a dès lors annoncé une série de mesures allant dans le sens d'une rupture des relations avec Israël.

Une partie de la presse turque soutient la réaction des autorités turques et critique Israël. Ainsi, Sedat Laçiner, analyste au quotidien turc *Star*, écrit que "ce rapport montre à nouveau une réalité connue de tous : Israël est un Etat à part sur cette planète, il est dispensé de respecter le droit international, il peut faire ce qu'il veut et il ne sera de toute façon jamais sanctionné". Laçiner explique ainsi que, lors d'une rencontre avec le ministre turc des Affaires étrangères Davutoglu, celui-ci avait expliqué que cette "situation anormale d'Israël" ne faisait que s'aggraver et que "la Turquie entendait bien ramener Israël à celle d'un Etat normal". "D'ailleurs, ajoute l'analyste, les mesures annoncées par le gouvernement turc ne sont pas anodines. En effet, elles consacrent la dégradation des relations entre les deux pays, qui est arrivée à un point de non-retour. Or cette relation était d'une importance vitale pour la légitimité d'Israël. En annonçant qu'elle ne reconnaît pas la légalité du blocus de Gaza, la Turquie prend une position très nette par rapport à la question palestinienne. Ce faisant, elle annonce qu'elle répondra par la force aux tentatives d'Israël d'empêcher de futurs passages vers Gaza. De plus, le président de la République Abdullah Gül a déclaré qu'il ne s'agissait là que d'un début et que la situation allait se tendre. Je ne sais pas si la Turquie réussira à forcer Israël à respecter le droit international, mais, si elle y réussit, l'ensemble de la communauté internationale - et pas seulement les Arabes - lui en sera reconnaissant."

Mustafa Ünal, dans *Zaman*, évoque aussi la probabilité que la présence plus marquée de la marine turque en Méditerranée orientale puisse conduire à des affrontements et déplore l'attitude de l'Etat hébreu qui dans cette affaire "n'a pas compris le sérieux de la Turquie et qui a par conséquent perdu un pays qui lui était pourtant proche. Cela ne fera qu'isoler encore un peu plus Israël."

La perspective d'une escalade et les risques que cela comporte suscitent toutefois des réserves. Ainsi de Ruhat Mengi qui, dans *Vatan*, se demande ce qu'une guerre contre Israël pourrait bien apporter à la Turquie : "Les Israéliens disposent en effet d'une supériorité en terme d'armement et d'une technologie qu'ils nous fournissent, soit dit en passant, dans le cadre de la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)... A-t-on d'ailleurs réfléchi au fait que ce même PKK pourrait profiter du déplacement de l'effort militaire vers la Méditerranée orientale pour infliger de nouvelles pertes humaines à l'armée turque ? La crise avec Israël ne peut en aucun cas

rejeter au second plan la nécessité de trouver une solution au phénomène terroriste qui plombe notre société depuis des années."

Semih Idiz, dans *Milliyet*, fait remarquer à ce propos que l'attitude de la Turquie pourrait provoquer d'amères déceptions : "Le ministre des Affaires étrangères Davutoglu voudrait sortir de l'affrontement turco-israélien pour faire de ce litige une problématique de conscience et de justice internationales qui se gérerait entre Israël et la communauté internationale. Or il semble bien que les Occidentaux aient décidé de voir dans cette affaire non pas une question de droit international mais un contentieux entre la Turquie et Israël. Même les pays dont des ressortissants se trouvaient sur le *Mavi Marmara* encouragent les deux parties en présence à trouver une solution pacifique le plus rapidement possible à leur problème. Ce sera en tout cas le discours officiel que tiendront les Etats-Unis et l'Europe à la Turquie quelles que soient les illusions de celle-ci."

Note : Le *Mavi Marmara* est le nom du bateau sur lequel neuf activistes turcs d'une organisation d'aide humanitaire islamique turque (IHH) désirant forcer le blocus de Gaza ont été tués le 31 mai 2010 par des soldats israéliens dans les eaux internationales

Courrier international

7 septembre 2011

<http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2011/09/05/avec-israel-le-point-de-non-retour-est-atteint>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19